(N° 51.)

Sénat de Belgique.

Projet de Loi relatif à la Procédure en cassation.

Léopold, Roi des Belges,

A tous présens et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Article Premier.

Lorsque le certificat prescrit par l'article dix-huit de l'arrêté Royal du 15 mars 1815 n'aura pas été levé dans le délai d'un an, à partir de l'ordonnance du premier président, mentionnée dans l'article 13 du même arrêté, il sera donné suite à l'affaire, comme si cette formalité avait été remplie.

Art. 2.

A l'égard des pourvois actuellement introduits, le délai d'un an courra du jour où la présente loi sera obligatoire.

Art. 3.

Après l'expiration des délais ci-dessus, le greffier sera tenu d'en justifier par un certificat joint au dossier, et d'en avertir le premier président.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 2 mai 1838.

Les Secrétaires,
(Signé) DE RENESSE.
H. KERVYN.

*Le Président de la Chambre
des Représentans,*
(Signé) RAIKEM.